

310  
8830810 A02

EUROPE 1 - 8 H 20 - J-B. ELKABBACH

INVITES : S. VEIL et J-M. TJIBAOU

Q : VGE et P. MEHAIGNERIE ont mis en question le référendum sur la Nouvelle Calédonie, et vous ?

S.V : "Une observation d'abord sur les abstentions. Il n'y a pas eu de pédagogie sur le rôle du Président du conseil général. Il est devenu un homme très important dans le département. Si les Français en avaient eu conscience peut-être auraient été votés davantage. Sur le référendum, je dirai que pour ma part, je n'ai jamais été favorable au référendum plébiscite. Je trouve que dans notre constitution il entraîne des ambiguïtés. Et dès qu'on a parlé du référendum pour la Calédonie, j'ai dit d'abord que ce serait sur le fond des propositions qui seraient faites qu'il faudrait prendre position et non pas sur un sujet aussi important pour la France, aussi important pour toutes les populations, notamment celle de Calédonie, qu'il ne faudrait pas en faire un jeu politique, ne pas non plus penser qu'à quelques mois, très peu de temps après les présidentielles, c'était de nouveau un mandat accepté ou refusé donné au Président, mais que c'était vraiment sur le fond qu'ils auraient se prononcer. Et sur le fond, j'ai dit à plusieurs reprises déjà que j'étais pour le oui au référendum. Parce que quand les populations concernées ont fait cet effort après le drame qu'elles ont vécu de se réconcilier, de regarder vers l'avenir, de vouloir vivre ensemble en trouvant les solutions de paix, de travail, de futur ensemble, eh bien nous ne pouvons pas les désavouer. C'est la raison pour laquelle je suis pour le oui. Et aujourd'hui c'est en fonction de la situation en Calédonie que l'on doit se prononcer aussi sur l'opportunité de ce référendum. Je crois qu'ils l'attendent et que ce serait le décevoir que aujourd'hui reporter ce référendum. Nous devons les soutenir absolument."

Q : Sur ce point, vous êtes en désaccord avec les responsables de l'UDF et les centristes ?

- "J'ai entendu effectivement M. MEHAIGNERIE et M. GISCARD D'ESTAING proposer que le référendum soit ou reporter ou annuler et je pense qu'il faut reconsidérer ça avec les populations directement concernées : qu'est-ce qu'elles souhaitent ? Est-ce qu'elles acceptent le risque qu'il y ait effectivement peu de participation ? Ou est-ce qu'elles préfèrent qu'on continue la procédure ? Moi, c'est ce que j'attends un peu de J-M. TJIBAOU et M. LAFLEUR."

Q : Mme VEIL voudrait avoir votre position, c'est intéressant que vous veniez nous dire vous-mêmes ce que vous pensez des abstentions des cantonales surtout dans la perspective de ce qui va se passer en Calédonie ?

.../...

EUROPE 1 - 8 H 20 - (SUITE 1)

J-M. TJIBAOU : "C'est évident que pour nous c'est une crainte certaine qu'il y ait autant d'abstentions. Mais c'est la nation que j'interpelle pour lui dire qu'elle a une responsabilité d'accompagnement de ce que nous voulons nous-mêmes pour notre devenir ou de rejeter, cela veut dire -et c'est important- un peu, pour nous, c'est la traduction du retour à la case départ. Cela veut dire que l'on souhaite revoir (inaudible) j'ai cru comprendre qu'on s'est félicité des accords de Matignon, cela veut dire que l'on veut, ensemble, au niveau de la nation, prendre l'engagement de pérenniser les accords de Matignon au-delà de la législature actuelle du gvt socialiste. Or, refuser le référendum c'est accepter que l'on s'arrête en 93, que l'on abandonne cette responsabilité à seulement le gvt socialiste. Il est possible que l'on remette en cause. Cela c'est une responsabilité, qui n'est pas la nôtre, c'est celle du gvt, c'est celle de la France. Moi, je souhaite tout simplement que l'opinion publique nationale comprenne cet enjeu."

Q : Pour vous, il ne faut pas annuler, il ne faut pas reporter le référendum, mais VGE et MEHAIGNERIE et GAUDIN ont proposé de remplacer le référendum par un vote des députés et des sénateurs réunis en congrès à Versailles, c-à-d les élus plutôt que le référendum, qu'est-ce que vous en pensez ?

J-M. T : "Je n'ai pas tout à fait confiance. je préfère le vote de la nation, parce que le référendum pour l'Europe par ex. il n'y a pas eu des suffrages extraordinaires. Mais le résultat reste. L'accord au niveau des partis c'est la responsabilité du gvt et la responsabilité de l'Etat, ce n'est pas la mienne. Moi, je suis en tant que militant indépendantiste mais militant aussi qui a accepté de signer avec M. ROCARD mais aussi avec M. LAFLEUR, d'essayer de construire pendant les dix ans un avenir commun et dans la paix. Cela, pour moi, est capital, parce que c'est notre choix. Et c'est capital que la nation dans un acte solennel l'entérine."

Q : Mais le taux d'abstention possible au référendum du 6 novembre, vous y êtes indifférent ?

-"Ce n'est pas les cantonales. L'avenir de la Nouvelle Calédonie, et comme le disait très justement Mme VEIL, peut-être qu'il n'y a pas eu assez d'engagement pédagogique de la part des partis politiques et de la part du gvt pour bien spécifier ce à quoi on s'engage dans les cantonales."

Q : Est-ce que vous accepteriez de rencontrer M. CHIRAC par ex. ?

.../...

EUROPE 1 - 8 H 20 - (SUITE 2)

---

J-M. T : "Moi, je n'ai pas de problèmes particuliers avec qui que ce soit au niveau des responsables politiques français, sauf avec les responsables directes du drame d'Ouvéa."

Q : Et sur M. ROCARD, vous pensez que vous allez lui demander de trancher, que la décision soit prise rapidement qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de référendum et qu'il prenne la décision si jamais il y avait un doute ?

- "Ce n'est plus de ma responsabilité. Nous, nous sommes engagés avec Matignon, nous nous reviendrons pas. Revenir, cela veut dire retour à la case départ. Or personne ne veut plus revenir à la case départ."

Q : Mme S. VEIL vous avez la réponse que vous vouliez ?

- "Oui, absolument mais en même temps je voudrais tout de même dire qu'il y a un engagement solennel pris par certaines formations d'aller devant le congrès et que c'est tout de même une procédure qui n'est pas rien. Le choix n'est pas de retourner à la case départ, le choix est sur la procédure et donc de savoir quel est le risque qu'une trop grande abstention donne le sentiment en Calédonie d'un désintérêt de la population de Métropole à la situation de la Calédonie. En même temps c'est vrai qu'un engagement de la nation par le référendum, si le référendum existe, est-ce que ce n'est pas compte tenu de la décision du Président de la Rép., l'occasion même, compte tenu de l'importance de cet acte, de consacrer un accord intervenu localement par un accord de toute la nation ? C'est le problème."

./.

INVITE : J-M. TJIBAOU

4 octobre 1988

Q : La Nouvelle Calédonie ne suscite plus que l'indifférence puisque toute la classe politique semble très inquiète à l'idée que le taux d'abstention pourrait être très élevé au référendum, alors cela vous attriste ou est-ce que cela vous paraît finalement le signe que les Français sont résignés à l'indépendance ?

- "Si c'est comme vous l'exprimez, ce serait extraordinaire pour nous. Ce n'est pas tout à fait le cas pour le moment encore. Mais si les gens sont aujourd'hui un peu indifférents, je ne sais pas très bien s'ils sont indifférents, parce que il y a quand même une certaine inquiétude qui règne encore que ça reprenne. La situation semble être réglée par les accords de Matignon. Il faut maintenant que cela soit concrétisé sur le terrain. Et puis il y a la période de dix ans. Il faudra faire avec. Mais indifférence ? Je ne sais pas si les Français se rappellent que la déclaration universelle des droits de l'homme de 1789 a provoqué bcp, bcp de morts. Aujourd'hui qui s'en souvient ? Je ne sais pas. Il faut sans cesse le rappeler parce que les grandes choses parfois passent par bcp de souffrance."

Q : Vous sentez un climat qui pourrait être explosif facilement ?

- "Aujourd'hui, il y a de part et d'autre, même si le FN essaie de faire de la provocation en ce moment. Il reste que l'ensemble de la population souhaite le calme et souhaite travailler et construire dans une certaine paix. Et la période de dix ans semble pour les commerçants, les industriels quelque chose d'intéressant, mais également pour les petites gens qui vont et viennent, les artisans etc, qui ont besoin de boucler les fins du mois. Maintenant, cela reprend à nouveau. Mais les gens ont conscience qu'il faut maintenir le cap si on ne veut pas que le climat se détériore à nouveau. C'est un calme fragile."

Q : Est-ce que espérez rencontrer les dirigeants du RPR ?

- "Je vois que M. LAFLEUR n'est pas venu en ce moment. Je pense que s'il était ce serait plus facile de faire cette démarche. ce n'est pas le cas pour le moment. Je reviendrai à la fin du mois, on verra en ce moment-là si J. LAFLEUR est là en même temps."

Q : Et en ce moment-là vous allez faire campagne activement

- "Lui même a souhaité que l'on fasse dans le pays, qu'on puisse avoir des meetings communs ou inversement. Je ne sais pas, des rires. Pour ici, on peut faire quelque chose à la télé ou la radio de commun. Les meetings ? Moi je prévois d'en faire. Maintenant, je ne sais s'il a prévu lui-même."

.../...

RMC - 8 H 15 - (SUITE 1)

---

Q : Ca vous amuse que les partis soient divisés , tout ça à cause de vous ?

- "Je pense que ce n'est pas moi, moi je ne suis rien du tout. C'est la situation du pays qui est importante. Le destin de la Nouvelle Calédonie est important par rapport à sa position géographique dans le monde et dans le pacifique, c'est important pour la classe politique française. Moi, ce qui m'intéresse et que je trouve réjouissant c'est cette façon que R. BARRE a de s'engager d'une manière un peu carrée alors que des clivages semblent s'inscrire et que cela paraît un peu délicat de se situer de cette façon, alors je trouve cela extraordinaire. C'est bon aussi pour le débat réel. Quels sont les enjeux avec ce référendum ? Ce ne sont plus les cantonales. C'est une position de la France dans la région pacifique, c'est une position de la France dans le bassin Asie-pacifique. Et une position qui était dénoncée ces derniers temps par les pays du forum, par les pays de l'ASEAN, c'est la chine, c'est tous les pays asiatiques qui nous ont soutenus à l'ONU. Les accords de Matignon ont été salués au dernier comité des 24. Et il y a prochainement la commission 4 qui se réunit sur les conclusions du Comité des 24 adoptées à l'unanimité. Alors il n'y a pas des réunions ou de forums, les pays non-alignés à Chypre ont aussi pris une position aliante dans ce sens. Il faut être vigilant mais qu'on salue aujourd'hui la position de la France vis-à-vis de sa politique de décolonisation. Chacun s'interroge : qu'est-ce que c'est qu'une politique de décolonisation dans un cadre institutionnel ? On ne sait pas comment cela se monte. C'est une position saluée par les instances internationales, alors qu'aucune de ces instances n'est intervenue pour se positionner vis-à-vis des cantonales. L'enjeu est international. Le destin de ce petit pays du pacifique qui a du nickel, etc c'est quand même important, stratégiquement aussi. Pourquoi il y a eu autant de gardes mobiles qui sont allés et venus ? Je ne sais pas."

./.